

Agir à la DGFIP, c'est le 20 mars 2014 !

Suite aux États Généraux des Finances Publiques, les organisations syndicales Solidaires, CGT, FO, CFDT ont jugé urgent d'établir le rapport de force afin de contrer les évolutions néfastes à la DGFIP. Elles considèrent désormais que la grève est la seule riposte possible pour préserver les droits des agents et sauvegarder les missions et le réseau de la DGFIP. Elles ont décidé d'une journée de grève le 20 mars.

Par la grève, c'est le moment de marquer notre refus de voir se poursuivre :

- les réductions d'emplois !
- la réduction drastique des moyens de fonctionnement !
- la démarche stratégique, déclinaison de la MAP à la DGFIP !

Les organisations syndicales départementales Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques, FO-DGFIP et CFDT Finances Publiques réunies le jeudi 20 février s'inscrivent dans l'analyse de leurs syndicats nationaux.

Au total 30000 ETP supprimés à la DGFIP depuis 2002, dont 545 en Gironde !

Pour notre département, 40 emplois supprimés à nouveau cette année.

La « démarche stratégique » véhicule l'austérité budgétaire et la destruction du service public. Elle prévoit, dans le cadre d'un « *schéma d'adaptation triennal des structures et du réseau* » dont l'élaboration est confiée aux « *responsables territoriaux* », « *la fusion de services identiques implantés sur le même site : cela peut concerner les services de publicité foncière (SPF), les services des impôts des entreprises (SIE), les services des impôts des particuliers (SIP)* ».

Elle prévoit aussi « *l'adaptation du réseau* » en fonction « *des évolutions de la carte intercommunale* ». Il est difficile de citer toutes les mesures. Mais de profonds bouleversements sont programmés.

En Gironde cela va se traduire prochainement par :

- La restructuration du réseaux des trésoreries de la CUB et la mise en place des derniers SIP de Sud-Est, Nord-Est, Talence et Pessac
- Le projet de fermeture des trésoreries de Bourg et Guitres
 - Le projet de terminer la fusion CDI/CDIF
 - Le projet de regrouper les pôles enregistrement

Les conditions de travail vont à nouveau se dégrader et la qualité du service rendu au public à nouveau régresser. Au moment où la rémunération nette des agents diminue suite au blocage du point d'indice et à l'augmentation des retenues pour pensions. Au moment où les services ont à recevoir une population de plus en plus démunie. Au moment où le déroulement des carrières est mis à mal par la réduction du volume des promotions et des règles de gestions défavorables aux agents.

L'ensemble des OS exigent l'ouverture immédiate de négociations à la DGFIP :

- Pour revaloriser les rémunérations et améliorer les carrières,
 - Pour la reconnaissance des qualifications
 - Pour l'amélioration des conditions de vie au travail.
- Pour mettre fin aux projets destructeurs des statuts et des missions
 - Pour des créations d'emploi à la DGFIP.

Tous en grève le 20 mars et au rassemblement à Bordeaux